Greffe
du Tribunal de Commerce de
ROUBAIX - TOURCOING
51, Rue du Capitaine Aubert
BP 30099
59052 ROUBAIX CEDEX 01

CERTIFICAT
DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE

Concernant :

Sté JULES
152 AVENUE ALFRED MOTTE
59100 ROUBAIX

Dépôt effectué par :

MOBILIS
50 BD GAL DE GAULLE
59100 ROUBAIX

--

Numéro RCS : ROUBAIX - TOURCOING B 305 154 262 <31956/1996B00259>

Pièces déposées le 30/05/2006 Numéro : 2603479

Projet de Traité de Fusion du 23/05/2006
GALERIES LAPEYROUSE/JULES

Le Greffier associé, J. SOINNE

Toute reproduction du présent extrait, même certifiée conforme, est sans valeur.

LE SCEAU CI-DESSUS DE COULEUR ROUGE SIGNIFIE QUE VOUS ÊTES EN PRÉSENCE D'UN ORIGINAL ÉMANANT DU GREFFE

PROJET DE FUSION

Les soussignées :

1. **La société GALERIES LAPEYROUSE** Société par actions simplifiée au capital de 39.008 €uros, ayant son siège social au 152, avenue Alfred Motte à Roubaix (59100), 610 800 336 RCS Roubaix-Tourcoing.

   Représentée par Monsieur Gauthier Watrelot, représentant de la société JULES, Président

   Ci après la société absorbée

2. **La société JULES,** Société par actions simplifiée au capital de 32.716.435 €, dont le siège est à Roubaix, 152 avenue Alfred Motte, 305 154 262 RCS Roubaix Tourcoing,

   Représentée par son Président, Monsieur Marc Mulliez,

   Ci après la société absorbante

Ont, préalablement au projet de fusion entre les deux sociétés, exposé ce qui suit :

EXPOSE

La société Galeries Lapeyrouse a pour activité la vente au détail d'articles textiles pour hommes

Le capital de la société Galeries Lapeyrouse s'élève à 39.008 €, il est divisé en 1.696 actions d'un nominal de 23 €uros chacune, toutes de même catégorie et non amorties , intégralement détenues par la société Jules.

La société JULES a pour activité le négoce en gros et au détail de tous articles textiles et plus particulièrement la vente au détail de vêtements pour hommes.

Son capital s'élève à 32.716.435 € et est divisé en 2.145.340 actions d'un nominal de 15,25 €uros chacune, toutes de même catégorie et non amorties.

Elles n'ont pas créé de parts de fondateur, ni de parts bénéficiaires ; elles n'ont pas émis d'obligations ordinaires, échangeables ou convertibles, non plus que des certificats d'investissements ou d'autres valeurs mobilières composées.

Elles ne font pas appel public à l'épargne.

Ceci exposé les parties ont établi de la manière suivante le projet prévoyant la fusion par voie d'absorption de la société Galeries Lapeyrouse par la société Jules.

Compte tenu du fait que la société Jules, société absorbante, détient la totalité des actions émises par les sociétés Galeries Lapeyrouse, société absorbée, l'opération de fusion sera régie par l'article L 236-11 du Code de commerce.

ARTICLE 1 – FUSIONS ENVISAGEES

En vue de la fusion des sociétés Jules et Galeries Lapeyrouse, par absorption de la seconde par la première, dans les conditions prévues aux articles L 236-1 et suivants du Code de commerce, et 254 et suivants du décret du 23 mars 1967, la société Galeries Lapeyrouse apporte à la société Jules, sous réserve de la réalisation définitive de la fusion, l'universalité de son patrimoine.

Ainsi, si cette fusion se réalise :

- le patrimoine de la société absorbée sera dévolu à la société absorbante dans l'état où il se trouvera lors de la réalisation de la fusion ; il comprendra tous les biens, droits et valeurs appartenant à la société absorbée à cette époque sans exception ;
- la société absorbante deviendra débitrice des créanciers de la société absorbée aux lieu et place de celle-ci, sans que cette substitution emporte novation à leur égard

ARTICLE 2 – MOTIFS ET BUTS DES FUSIONS

Les sociétés Galeries Lapeyrouse et Jules exercent une activité identique, à savoir la commercialisation d'articles de confections masculines sur des surfaces comparables, et sous une même enseigne, situation qui ne justifie pas le maintient de deux structures juridiques.

La fusion des sociétés Jules et Galeries Lapeyrouse a donc pour but de simplifier les structures juridiques du groupe auquel appartiennent ces sociétés, d'en réduire les coûts de fonctionnement et de rendre plus homogène et compétitif l'ensemble économique auquel ces deux sociétés appartiennent.

ARTICLE 3 – ARRETE DES COMPTES

L'exercice de la société Jules se termine le 31 décembre, celui de la société Galerie Lapeyrouse le 31 mars. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2005 pour la Société Jules et les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2006 pour la société Galeries Lapeyrouse ,qui servent de base à l'établissement des conditions de fusion ont été approuvés :

- pour la société Jules par l'Assemblée des actionnaires du 21 mars 2006.
- pour la société Galeries Lapeyrouse par la décision de l'associé unique du 2 mai 2006.

ARTICLE 4 – METHODE D'EVALUATION DES APPORTS ET RAPPORT D'ECHANGE

a) Evaluation des apports

Conformément aux dispositions du règlement 2004-04 du 4 mai 2004 du Comité de la réglementation comptable, les parties sont convenues d'effectuer les apports à leur valeur nette comptable au 31 mars 2006.

b) Absence de rapport d'échange

La société absorbante détenant à ce jour la totalité des actions des sociétés absorbées et s'engageant à les conserver jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, et un échange des droits sociaux étant impossible, il n'est pas établi de rapport d'échange. Il n'y aura donc pas lieu à émission d'actions nouvelles de la société absorbante, ni à augmentation de son capital.

ARTICLE 5 – DESIGNATION ET EVALUATION DES ACTIFS ET PASSIFS A TRANSMETTRE

a) actifs

L'actif de la société Galeries Lapeyrouse dont la transmission est prévue au profit de la société JULES comprenait au 31 mars 2006, date de l'arrêté des comptes utilisés pour la présente opération, les biens, droits et valeurs ci après désignés et évalués :

1° - Les éléments incorporels ci-après désignés :

- La clientèle, l'achalandage, l'enseigne du fonds de commerce sis à Toulouse, 24 rue d'Alsace Lorraine à Toulouse;		
L'ensemble de ces éléments étant évalué		76.224,51 €
	Total des éléments incorporels	76.224,51 €

2 - Les créances comprenant :

- Etat TVA		1.436,00 €
- Des autres créances		3.000,00 €
	Total des créances	4.436,00 €

3 - Les disponibilités pour :

- Des Disponibilités		128.606,34 €
	Total disponibilités	128.606,34 €

Le total de l'actif brut apporté par la société Galeries Lapeyrouse à la société Jules ressortissant ainsi pour une valeur de :	**209.266,85 €**

b) passif pris en charge

Le passif de la société Galeries Lapeyrouse dont la société JULES deviendra débitrice pour la totalité lors de la réalisation de la fusion, comprenait au 31 mars 2006, date de l'arrêté des comptes utilisés pour la présente opération, les dettes suivantes :

- Dettes fiscales et sociales		16.493,00 €
- Autres dettes		8.624,83 €
	Total des dettes	25.117,83 €

Le montant du passif pris en charge s'établissant ainsi à : 25.117,83 €

c) Actif net

L'actif brut étant évalué à	209.266,85 €
Et le passif pris en charge étant évalué à	25.117,83 €

Il en résulte que l'actif net de la société Galerie Lapeyrouse au 31 mars 2006 s'élevait à 184.149,02 €

ARTICLE 6 – REMUNERATION DES APPORTS

a) Absence d'augmentation du capital

La société absorbante détenant la totalité des actions de la société absorbée, il n'y aura pas d'émission d'actions nouvelles de la société JULES.

b) Boni ou Mali de fusion

La différence entre l'actif net de la société absorbée, soit : (a) 184.149,02 €

et la valeur comptable des actions de la société absorbée dans les livres de la société JULES, soit : (b) 1.807.924,00 €

Etant de (a-b) : (c) - 1.623.774,98 €

La fusion envisagée dégagera un mali de fusion de 1.623.774,98 €, qui se ventile en un mali technique et un vrai mali déterminés comme suit :

Mali Technique :

Valeur du Fond de commerce de la société Galeries Lapeyrouse au 31/03/2006 (sur base des valeurs retenues par les parties lors de la cession des actions de la SAS Galeries Lapeyrouse à la Société Jules au 31/03/2006)

(d) 1.700.000,00 €

Valeur du fond de commerce de la société Galeries Lapeyrouse dans les comptes de ladite société au 31/03/2006 (e) 76.224,51 €

Plus value latente sur le fonde commerce Galeries Lapeyrouse au 31/03/2006 (d-e) (f) 1.623.775,49 €

Impôt différé sur plus value latente (g) 559.120,03 €

Dont IS (f x 33,1/3%) 541.258,50 €
Dont CSB 3,3% (fx 33,1/3% x 3,3 %) 17.861,53 €

Mali technique (f-g) **(h) 1.064.655,46 €**

Vrai Mali, calculé par différence du mali de fusion et du mali technique (c-h) **(i) 559.119,52 €**

Le mali technique, d'un montant de 1.064.655,46 € sera porté à l'actif du bilan en immobilisations incorporelles. Le vrai Mali, d'un montant de 559.119,52 €, sera comptabilisé en charges.

ARTICLE 7 – JOUISSANCE – CONDITIONS DE LA FUSION

a) Jouissance

La société absorbante sera propriétaire de l'universalité du patrimoine de la société absorbée à compter du jour de la réalisation définitive de la fusion. Elle en aura la jouissance à compter, rétroactivement du 1er avril 2006, toutes les opérations actives et passives réalisées par la société absorbée avant cette date étant réputées avoir été faites pour le compte de la société absorbante, qui les reprendra dans son compte de résultat.

La société absorbée s'engage à ne réaliser, à compter de ce jour aucune disposition d'éléments d'actif ou de création de passif autres que celles rendues nécessaires pour sa gestion courante.

b) Conditions

1) La société absorbante sera subrogée dans tous les droits et obligations de la société absorbée.

2) Elle sera débitrice de tous les créanciers de la société absorbée au lieu et place de cette dernière, sans que cette substitution emporte novation à l'égard desdits créanciers.

3) Elle prendra les biens dans la consistance dans laquelle ils se trouveront à la date de réalisation définitive de la fusion sans pouvoir exercer aucun recours contre la société absorbée à quelque titre que ce soit.

4) Elle supportera, à compter de la même date, tous impôts, contributions, taxes, primes, cotisations et tous abonnements, etc... se rapportant à l'activité et aux biens transmis.

5) Elle accomplira, le cas échéant, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens apportés.

6) La société absorbée déclare se désister purement et simplement de tous privilèges et actions résolutoires pouvant lui profiter sur les biens apportés en garantie des charges et conditions imposées à la société absorbante. En conséquence, elle renonce expressément à ce que toutes inscriptions soient prises à son profit, de ce chef, et donne, à qui il appartient pleine et entière décharge à ce titre.

ARTICLE 8 – DISSOLUTION DE LA SOCIETE ABSORBEE

La société absorbée sera dissoute de plein droit, sans liquidation, du fait et au jour de la réalisation définitive de la fusion par son approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société absorbante.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES

a) Frais

Les frais droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence sont à la charge de la société absorbante.

b) Remise de titres

Les titres de propriété, archives, pièces et tous documents relatifs aux biens transmis seront, si la fusion se réalise, remis à la société absorbante.

c) Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile à leur siège respectif.

ARTICLE 10 – DECLARATIONS FISCALES

1) Les parties déclarent qu'elles relèvent toutes du régime fiscal des sociétés de capitaux.

Elles déclarent soumettre la présente fusion au régime prévu par l'article 210 A du CGI. En conséquence la société absorbante s'engage, le cas échéant :

- A reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée de l'absorbée et la réserve spéciale où la société absorbée a porté les plus-values à long terme soumises antérieurement au taux réduit de 10 %, de 15 %, de 18 %, de 19 % ou de 25 % ainsi que la réserve où ont été portées les provisions pour fluctuation des cours en application du sixième alinéa du 5° du 1 de l'article 39,

- A se substituer à la société absorbée pour la réintégration des plus values dont l'imposition aurait été différée chez cette dernière,

- A calculer les plus values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées d'après la valeur qu'elles avaient du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée,

- A réintégrer dans ses bénéfices imposables, dans les délais et conditions prévus à l'article 210 A 3°d° du CGI, les plus values dégagées lors de l'apport des biens amortissables,

- A inscrire dans son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée,

- A inscrire à son bilan la valeur des biens apportés sur la base de leur valeur comptable conformément aux dispositions posées par l'instruction 41-1-93 du 11 août 1993.

2) La société absorbante s'engage à soumettre à la TVA les cessions ultérieures des biens mobiliers d'investissement compris dans l'apport fusion, et à procéder le cas échéant aux régularisations prévues aux articles 210 et 215 de l'annexe II du CGI qui auraient été exigibles si les apporteurs avaient continué à utiliser ces biens.

Une déclaration en double exemplaire rappelant le présent engagement sera déposée au service des impôts dont relève la société absorbante.

3) Les parties affirment en outre, sous les peines édictées par l'article 1837 du CGI, que le présent acte exprime l'intégralité de la rémunération de l'apport et du passif pris en charge.

4) En ce qui concerne les droits d'enregistrement, la présente opération entrant dans le champ d'application de l'article 816 du CGI et les sociétés concernées étant des sociétés de capitaux, la présente fusion sera enregistrée moyennant le paiement du droit fixe de 500 €uros (article 17 de la loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993).

ARTICLE 11 – REALISATION DEFINITIVE DE LA FUSION – CONDITIONS SUPENSIVES

La fusion envisagée dans le présent projet de fusion et la dissolution de la société absorbée qui en résulte ne deviendront définitives qu'à compter de leur approbation par la collectivité des associés de la société absorbante.

A défaut de cette réalisation avant le 31 décembre 2006, le présent projet sera considéré comme nul, sans indemnité de part ni d'autre.

Fait à Roubaix
Le 23 mai 2006
En 6 originaux

Pour la société JULES
Marc MULLIEZ

Pour la société Galeries Lapeyrouse
Gauthier WATRELOT